

## Notes sur l'assimilation des Chuang's

Richard Poulin

Volume 4, numéro 1, 1980

Problèmes urbains

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/000952ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/000952ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Poulin, R. (1980). Notes sur l'assimilation des Chuang's. *Anthropologie et Sociétés*, 4(1), 127–146. <https://doi.org/10.7202/000952ar>

---

# NOTES SUR L'ASSIMILATION DES CHUANG'S

---

Richard Poulin



« De même qu'un rocher ne fait pas un oreiller, un Han ne fait pas un ami ».

Proverbe local  
*Min-tsu T'uan-chich*

Un des traits proéminents de l'histoire de la Chine a été la capacité de ce pays d'absorber les peuples vivant à ses confins\*. En effet, l'assimilation implacable des dynasties impériales est tellement établie dans l'histoire chinoise que les dirigeants du Parti Communiste Chinois (PCC), ainsi que les sinologues occidentaux, la considèrent naturelle. Ainsi, pour René Grousset « ... des tribus barbares gagnées par l'exemple de la civilisation chinoise, se sinisèrent spontanément » (1976:37). Précisément parce que les nationalités minoritaires ont toujours été « gagnées par l'exemple de la civilisation chinoise », Wang Feng, Commissaire aux nationalités de la République Populaire de Chine (RPC), déclarait en 1958 que « toute tentative sécessionniste d'une nationalité serait contraire à la tendance du développement historique prolongée et à ses besoins fondamentaux » (1958:24).

Ce que nous voulons souligner ici, et ce qui est en fait le plus surprenant dans l'histoire de la Chine, ce n'est pas cette soi-disant tendance du développement historique prolongé, mais la survie d'un nombre impressionnant de minorités nationales malgré plus de 3,000 ans d'une pression constante et intense à l'assimilation. La RPC identifie 54 nationalités minoritaires, représentant 40 millions d'habitants en 1977 (Yin 1977:4).

Cette étude se concentrera sur une nationalité minoritaire : le peuple chuang de la Région Autonome Chuang du Kwangsi, région située au sud de la Chine et à la frontière du Vietnam.

---

\* Afin de faciliter la lecture de cette étude, nous avons adopté la transcription des noms chinois du système Wade, en usage jusqu'à tout récemment dans la presse mondiale. Car la transcription *pinyin* ou celle employée par les Éditions en langues étrangères de Pékin dans leurs publications en français, rendent souvent les noms trop malaisément identifiables pour les lecteurs non spécialisés.

Les Chuangs représentent la minorité nationale la plus importante de la RPC et la plus concentrée géographiquement. Plus de sept millions de Chuangs habitent la moitié ouest du Kwangsi. Il y a d'autres nationalités minoritaires qui côtoient les Chuangs, notamment les Yaos, les Tungs, les Tais et les Miaos. La majorité chinoise Han occupe largement l'est du Kwangsi, partie moins montagneuse, située près des frontières du Kwangtung et du Hunan.

Comme la Région Autonome Chuang du Kwangsi a été créée au même moment qu'une campagne contre le « nationalisme local » des minorités nationales, l'étude de la création de cette région autonome peut nous en apprendre beaucoup sur ce qu'entend la RPC par sa politique « d'autonomie nationale régionale ».

Les Chuangs ne sont pas originaires du Kwangsi. Ils y ont été poussés par l'expansion de l'empire chinois. En fait, ils se sont formés comme peuple distinct au cœur de cette retraite géographique face à l'influence chinoise. Leur histoire est donc très instructive pour l'étude de la politique d'assimilation tant passée que présente. Nous pourrions ainsi dégager l'interpénétration et la combinaison de certains éléments qui ont fait apparaître une nouvelle civilisation, la civilisation chinoise.

#### ☐ L'évolution économique chinoise et les Chuangs

Il y avait probablement peu de différences raciales entre les proto-Chinois et les autres peuples de la Chine préhistorique. Un héritage commun apparaît à travers les légendes concernant le premier empereur ainsi qu'à propos de héros comme Fu Hsi, l'inventeur de l'écriture, de la pêche et de la chasse. De telles légendes se retrouvent non seulement dans la mythologie chinoise mais aussi chez les aborigènes du Sud.

La distinction entre les proto-Chinois et les autres tribus primitives était d'ordre géographique. Cela met à nu l'avantage de ceux qui devinrent « Chinois ». Ils vivaient dans une « zone de collines... recouverte d'une immense nappe de terre jaunâtre... fine poussière d'argile, de sable et subsidiairement de calcaire, déposée depuis des millénaires par le vent, accumulée en masse énorme et découpée en terrasses par le ravinement » (Grousset 1976:10). Ce loess était situé dans la partie centrale du fleuve Jaune. À première vue, cette région riche et fertile n'apparaissait pas avantageuse pour l'agriculture à cause d'une végétation relativement pauvre. Mais le sol s'y était amoncelé, entassé jusqu'à 400 pieds de profondeur, et devenait extrêmement productif *s'il obtenait de l'eau de façon régulière*. En fait, les conditions particulières de cet environnement ont à la fois permis et forcé les proto-Chinois à développer des techniques agricoles intensives.



Ce fut la vie agricole et sédentaire ainsi pratiquée par les ancêtres des Chinois aux confins du loess et de la Grande Plaine qui les différencia d'avec les tribus – sans doute de même race – restées au stade des chasseurs nomades dans les steppes du Chensi septentrional d'une part, dans les forêts marécageuses du Houai-ho et du Yangtze d'autre part.

Grousset 1976:11

En créant ces méthodes agricoles intensives, et le nouveau mode de vie qui en découlait, les Chinois ont aussi créé une dichotomie entre eux-mêmes et les tribus qui les entouraient. Car ces dernières disposaient toujours d'une technologie très peu développée. Le contraste entre « elles » – c'est-à-dire les tribus qui n'avaient pas adopté le mode de vie chinois – et « nous », les plus avancés, les mieux organisés, les plus civilisés, constitue une partie fondamentale de l'autodéfinition du peuple chinois.

Ce sentiment de supériorité avait des bases objectives dans la réalité matérielle. Avec le développement des techniques agricoles, les Chinois devinrent plus productifs et purent s'adapter plus facilement aux changements que leurs voisins « barbares ». Lorsqu'il émigrèrent de leurs collines fertiles vers la vallée Wei, ils s'adaptèrent rapidement à un terrain et à un climat entièrement nouveaux : les terres basses et marécageuses du delta du fleuve Jaune. Ils trouvèrent là un bon approvisionnement d'une nouvelle nourriture : le riz. Ils y trouvèrent aussi un peuple qui déjà le cultivait : les proto-Chuangs.

Les proto-Chuangs avaient à peu près le même niveau culturel que les Chinois du début de la dynastie Shang (1450-1050). Selon George Moseley (1973:17), ce peuple n'était pas considéré comme « barbare » par les Chinois, il constituait une branche du peuple Tai qui s'adonnait à la culture du riz, à un peu de chasse et à la sériculture, il semble avoir occupé ce qui est maintenant le sud du Honan, le sud et le sud-ouest du Shangtung, l'Anhui et le Hupei.

Owen Lattimore a montré la distinction cruciale entre le mode de vie traditionnel des Tais et celui des Chinois :

Même sans irrigation le riz peut être récolté par un peuple primitif si les pluies sont assez fortes et assez régulières et s'il y a des terres basses capables de garder l'eau. L'importance de l'irrigation c'est qu'elle change la culture du riz; elle rend possible deux récoltes et, de plus, elle augmente la productivité de chaque récolte. Sans irrigation ou avec une irrigation de caractère primitif, s'il n'y a pas d'autres stimulants pour le travail, une société primitive peut rester « stable » ou stagnante pour un temps indéfini sans générer elle-même une évolution.

Lattimore 1940:322

Mais il y avait un stimulant extérieur influençant l'agriculture tai. C'était l'impact du changement rapide de l'agriculture chinoise qui avait immédia-

tement adopté la culture du riz et l'avait adaptée à ses méthodes agricoles intensives. Pourquoi donc les Tais ont-ils commencé une longue retraite vers le sud au lieu de participer à l'évolution des Chinois et pourquoi n'ont-ils pas fusionnés avec eux ?

Nous pouvons repérer deux facteurs primordiaux dans la différenciation et les reculs des Tais par rapport aux Chinois. Premièrement, c'était, paradoxalement, la facilité avec laquelle les Chinois pouvaient assimiler d'autres peuples. Les « barbares » n'étaient pas pour eux une catégorie raciale. Ce concept s'appliquait plutôt aux populations qui n'avaient pas adopté le système des pratiques économiques et sociales chinoises. Mais les Tais étaient relativement plus avancés que les autres peuples primitifs de cette région. Leur société s'était déjà développée et structurée en classes. Ils avaient leurs propres rois-prêtres. De plus, ils avaient développé une certaine technique de travail du métal et des textiles. Ils n'étaient donc pas dépendants des Chinois pour l'acquisition de biens d'usage « supérieurs ». En second lieu, cette confrontation semble avoir eu lieu à un moment critique, c'est-à-dire vers 1,000 avant J.-C., au moment où la société chinoise s'est transformée en structure militaro-féodale sous la dynastie Chou. Vis-à-vis des Chinois, les Tais avaient un désavantage considérable. Malgré leur cohésion et leur structure tribale déjà différenciée en classes et une population basée sur une agriculture extensive, ils ont rapidement reculé face à la société dynamique, peuplée et bien armée des Chinois de la dynastie Chou. Cette nouvelle société laissait peu de place à la diversité des structures de classes :

En s'étendant sur tout le territoire, et dû au fait que leur société pouvait conquérir et exploiter, les premiers Chinois féodaux poussèrent devant eux une frange de peuples qui, résistants parce que voisins dans leur culture et probablement par le sang, se sont coupés eux-mêmes de l'évolution vers le féodalisme en refusant de devenir féodaux au prix d'être conquis. À la place, ils se sont cramponnés à la « vieille société » et à la vieille « économie mixte ».

Lattimore 1940:380

#### ☒ L'expansion chinoise dans le sud

La retraite des Tais face à l'expansion chinoise s'est faite dans un axe nord-sud, à travers les plaines du fleuve Jaune et les montagnes de l'Anhui, pour arriver au fleuve Yangtze. Là, ils continuèrent vers le sud, longeant le fleuve Hsiang, parcourant ainsi le Hunan. C'est à travers cette lente et longue migration que les Tais donnèrent naissance à plusieurs peuples différents, y compris les Chuangs. Les Chuangs seraient apparus comme peuple distinct dans l'historiographie chinoise au moment de la dynastie Sung (420-479), lorsqu'ils occupaient la province du Hunan. Cependant, ils se sont probablement différenciés bien avant, étant donné que les Chinois n'avaient pas l'habitude de distinguer les divers peuples « barbares » entre eux.

L'empire chinois, dans lequel l'empereur était l'intermédiaire entre les forces célestes et l'humanité, voyait le monde entier comme son domaine. La Chine était le centre de ce monde. C'est la raison pour laquelle le nom chinois du pays est *Chungkuo*, l'Empire du Milieu, dans sa traduction littérale. Pour les Tais, l'incorporation à l'Empire du Milieu signifiait l'intervention militaire. Les armées de la dynastie Ch'in (221-207) allèrent aussi loin qu'au Kwangsi, et un des généraux des Ch'in y resta pour s'y déclarer roi. Il perdit contact avec la Chine lorsque la dynastie s'effondra. Durant le siècle suivant, les Chinois ne pénétrèrent pas de façon armée dans le sud. Après avoir sans succès tenté de jouer cette royauté (Nan-Yueh), qui comprenait le Kwangsi, le Kwangtung et l'Annam, contre la royauté Tung-Yueh, qui comprenait le Chekiang et le Fukien, les armées de Wu Ti attaquèrent le Nan-Yueh. La royauté Nan-Yueh accepta la suzeraineté chinoise en 111 avant J.-C. et fut considérée comme partie intégrante de l'empire Han.

Les territoires conquis étaient habituellement laissés aux mains des dirigeants locaux qui, comme dans le cas de la royauté Nan-Yueh, acceptaient leur rôle de clients de l'empereur. Les armées chinoises évacuèrent les lieux, et les Chinois ne tentèrent plus d'exercer un contrôle politique et militaire direct sur la région. Cependant, des garnisons furent établies dans certaines régions économiquement importantes ou proches de l'empire, comme celle de la vallée du Yangtze. Ces garnisons devaient être auto-suffisantes. Ainsi, les soldats-paysans étendirent l'agriculture intensive dans le Sud y créant une colonisation permanente. Beaucoup de paysans chinois les y suivirent. Plus ces paysans s'installaient dans le Sud, colonisant les régions du fleuve Hsiang, plus le peuple chuang continuait sa migration, laissant derrière lui des groupes de Chuangs qui s'assimilaient, préférant adopter le mode de vie des Chinois que de s'installer dans les vallées plus petites du Kwangsi. Les Chinois, eux-mêmes, lors de la dynastie Shung, vers 1,000 après J.-C., durent émigrer, poussés par l'envahisseur nordique. Finalement, ceci poussa les Chuangs vers les terres hautes qui divisent le Hunan du Kwangsi.

## ☐ L'ordre chinois et les résistances

C'est seulement pendant la dynastie T'ang, au VIII<sup>e</sup> siècle après J.-C., que les Chinois ont commencé à commenter par écrit les relations qu'ils avaient avec les « barbares du sud ».

Bien que les Chuangs furent les plus évolués des autres peuples de cette région, ils n'en demeuraient pas moins primitifs, plusieurs de leurs coutumes révoltaient la Chine confucéenne. Comme les Chinois, ils cultivaient le riz, utilisaient les bœufs, mais ils ne faisaient qu'une seule récolte par année. Cette unique récolte avait pour but l'auto-subsistance contrairement aux Chinois qui en faisaient le commerce et devaient payer des taxes. Ils pratiquaient l'exogamie de clan, et les mariages consistaient à s'accoupler durant

les rites de fertilité, notamment durant les fêtes du printemps mais la « nouvelle mariée » demeurait avec sa famille, et ne rejoignait l'homme pour établir sa « famille » qu'à la naissance du premier enfant.

...Les études modernes ont révélé les fortes affinités entre les peuples non-chinois contemporains du Kwangsi et du Tonkin et ceux de la Chine ancienne de la période classique des Chou comme décrits dans les livres canoniques. Mais les hommes Hua des T'ang pouvaient fortement interpréter ces ressemblances comme significatives d'anciennes relations au moment où les coutumes de l'Homme étaient simplement dégoûtantes. Ils voyaient seulement des caricatures embarrassantes... Ils avaient oublié depuis longtemps qu'ils avaient déjà eu les mêmes coutumes repoussantes.

Schafer 1967:53

Cette confrontation entre différentes cultures montre un changement important des Chinois vis-à-vis des peuples du Sud. Pendant la période T'ang, les Chinois ont commencé à considérer l'ensemble de leur superstructure culturelle, politique et sociale construite sur la base de leurs techniques agricoles, comme une composante essentielle de leur « supériorité ». Les Tais étaient alors des cousins plutôt que des « barbares ». Mais durant la période T'ang la vieille aristocratie, dont les fondements remontent à la période Chou (1050-256), fut remplacée par la bureaucratie confucéenne. Les Chinois avaient maintenant des justifications morales pour attaquer leurs voisins. Ils travaillèrent à étendre leur mode de vie aux peuples du Sud. Ils y établirent des écoles confucéennes pour les enfants des rois locaux, implantèrent leurs méthodes agricoles et quelques fois détruisirent des temples locaux. Mais cette expansion ne fut pas le fait uniquement d'une migration pacifique et de « campagnes culturelles », elle s'accompagnait de guerre.

Les histoires officielles chinoises citent plus de cinquante incidents de résistance des peuples indigènes durant la dynastie T'ang. Ces incidents furent rapportés comme étant des « rebellions », du « banditisme », laissant ainsi l'impression que les Chinois avaient le contrôle légitime de la région. Malgré ces guerres, les Chinois n'ont pas pu prendre un contrôle direct de ces régions. Au IX<sup>e</sup> siècle après J.-C., ils établirent le système administratif *tu-ssu*, sorte d'administration semi-coloniale qui garantit et reconnaît aux dirigeants indigènes le contrôle et la direction de leurs régions. Ce système fut officiellement adopté par la dynastie Ming, cinq siècles plus tard, mais il existait depuis la période T'ang. Ce système représentait de la part de l'empire chinois la reconnaissance que les « bénéfiques » de l'ordre chinois n'étaient pas facilement acceptés par les peuples indigènes et qu'ils n'étaient pas facilement imposés.

Sous la dynastie Sung (1280-1368), pendant laquelle il y eut une migration massive de Chinois vers le sud, un soulèvement majeur des Chuangs eut lieu au Kwangtung et au Kwangsi. Le soulèvement fut écrasé, mais les Chinois furent néanmoins incapables d'étendre leur contrôle sur les



Chuangs. Ils furent forcés de reconnaître une région séparée Chuang au nord-ouest du Kwangsi, région qui fut nommée « Nanken ». De plus, ils ne purent consolider leurs frontières provinciales du Kwangsi qu'au moment de la dynastie Ming, soit quelque 1,500 ans après que l'empire se soit accaparé de cette région. La Chine n'a pas non plus réussi à abolir le système *tu-ssu* qu'elle imposait aux Chuangs, et cela jusqu'en 1929.

## ☐ Changements économiques et sinisation

Deux importants développements économiques sous la dynastie Sung eurent un impact vital sur le peuple chuang.

Le premier est lié au développement des méthodes agricoles, utilisation systématique des fertilisants, transplantation de jeunes plants de riz, utilisation plus poussée d'outils en fer et culture de nouveaux produits tels les patates douces et les arachides. Cette augmentation de la productivité (jusqu'à trois récoltes par année) a approfondi les contrastes entre les Chinois et les Chuangs. Les Chuangs durent encore émigrer dans les montagnes de l'ouest du Kwangsi. Ceux qui restèrent dans les terres basses du fleuve Hsi furent absorbés par la population paysanne chinoise.

L'autre développement important fut l'apparition d'une classe commerçante chinoise, notamment pendant la période Ming. Pendant la pacification générale sous la dynastie Ming, après le renversement des Mongols en 1368, l'empire, pour la première fois, réussit à établir un gouvernement provincial au Kwangsi. Une des raisons majeures de ce succès est due à la pénétration de la région par les commerçants. C'était la recherche de l'échange et du profit, plus que la recherche de terres, qui amena les commerçants Chinois à pénétrer les terres montagneuses des Chuangs. Fei Hsiao-tung illustre bien ce phénomène dans son livre *China's Gentry* (1953). Les entrepreneurs chinois introduisirent le commerce des marchandises, l'usure, la propriété foncière et les taxes dans les régions « barbares », transformant ainsi leurs sociétés. D'une agriculture traditionnelle, basée sur la communauté, les peuples indigènes adoptèrent une agriculture de fermage.

Les commerçants et les futurs propriétaires terriens qui pénétrèrent les montagnes du Kwangsi et du Yunnan, défendaient la politique impériale qui consistait à amener ces régions sous la mante de l'ordre chinois. Ce rôle leur permettait de s'insérer dans la hiérarchie confucéenne, insertion qu'ils n'auraient jamais pu faire s'ils étaient restés dans la multitude des provinces centrales. Cette transformation des sociétés des peuples indigènes permit une assimilation plus poussée dans le milieu des années 1600.

## ☒ Les Chuangs et le Soviet du Kwangsi

Il y a peu d'information sur l'évolution du peuple chuang pendant la dynastie Ch'ing, c'est-à-dire au 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècle. Le gouvernement impérial a encouragé la colonisation et l'exploitation des « frontières ». Il a aussi travaillé à miner le système administratif *tu-ssu*, pour le remplacer par une administration directe. Malgré cette politique, il ne semble pas avoir eu de soulèvements sérieux contre l'empire. Les Chuangs ne semblent pas avoir participé à la révolte des Taiping contre la dynastie Ch'ing dans les années 1850, et cela malgré que cette révolte ait commencé à partir de la province du Kwangsi.

En 1726, un édit impérial étendait le système chinois *pao-chia* aux communautés minoritaires. Le système *pao-chia* exigeait que chaque famille inscrive sur un écriteau tous ses membres. De plus, il regroupait les familles par dix et les tenait responsables mutuellement de rapporter toute attitude étrange et suspecte de leurs membres. Par ce moyen, le gouvernement impérial a étendu sa surveillance et son contrôle sur les villages les plus éloignés. Cet édit indique néanmoins que plusieurs peuples indigènes n'étaient pas encore soumis à l'ordre chinois.

D'autres (dirigeants locaux) dans les provinces frontalières utilisent le prétexte que c'est gênant d'appliquer le système des provinces intérieures là-bas, parce que les minorités ethniques s'entremêlent et habitent ensemble...

Lary 1974:98

Néanmoins, le gouvernement impérial Ch'ing n'a pas réussi à éliminer le système *tu-ssu*, il n'a donc pas réussi à briser la structure sociale et tribale des minorités. Ces tentatives pour contrôler directement la région avaient surtout des objectifs économiques et démographiques.

Pendant tout le règne de Yong Tcheng, une série de petites opérations militaires furent entreprises contre les aborigènes du sud-ouest de la Chine. Par suite de l'accroissement de la population, beaucoup de Chinois s'étaient installés dans ces régions et avaient pris possession des terres qui appartenaient antérieurement aux indigènes. D'où les conflits et les expéditions militaires. Cet état de chose s'est perpétué jusqu'à nos jours : en 1937, les journaux ont publié de longs récits concernant des combats qui se poursuivaient dans le sud contre les populations aborigènes. La raison en était toujours la même et jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, c'étaient là les seules régions qui offraient un champ possible d'expansion à la population chinoise en perpétuel accroissement.

Eberhard 1952:291

L'ouest du Kwangsi resta passablement isolé des grands bouleversements qui ébranlèrent la Chine au 19<sup>e</sup> siècle. Du début des années 1920 jusqu'à la deuxième guerre mondiale, la province du Kwangsi fut sous la domination de trois seigneurs de guerre, appelés la « clique du Kwangsi ». Leur contrôle

de la région ne fut jamais menacé par le Kuomintang de Chiang Kai-shek. Ce n'est pas surprenant, car le Kwangsi était une région économiquement arriérée. Le plateau ouest du Kwangsi rendait difficile le transport des marchandises et des matières premières : 80% du Kwangsi est montagneuse, 10% seulement du territoire a commencé à être cultivé, et cela tout récemment (Moseley 1973:13-14). Vers 1920, les exportations majeures du Kwangsi étaient des matières premières notamment du bois à chauffage, du charbon, de l'huile *tung* et quelques minerais. Ses spécialités étaient insignifiantes : l'anis, des lignes de pêches faites à partir des intestins de vers à soie et des fourmilliers vivants pour la consommation des gourmets de Canton (Lary 1974:95).

Les mouvements ouvriers et paysans étaient embryonnaires au Kwangsi en 1920. Le mouvement paysan est resté dominé par la gentilhommerie locale et confiné à quelques districts. Les syndicats ouvriers n'existaient que dans les ports fluviaux. Les seigneurs de guerre du Kwangsi ont réprimé les deux mouvements en 1926. La seule opposition à leur contrôle était représentée par les Chuangs du nord-ouest.

Dans les années 1920, Wei Pa-ch'un, fils d'un propriétaire terrien local, apparemment un Chuang assimilé, commença à organiser les paysans Chuangs du *hsien* (district) Tunglan en groupes d'autodéfense contre les bandes de soldats démobilisés. Il fut forcé de s'enfuir en 1924. Il alla à Canton et entra à l'institut d'entraînement paysan de Mao Tsé-tung. Wei retourna au Tunglan en 1925. Les revendications de son mouvement n'étaient pas plus radicales que les mesures proposées par la politique officielle du Kuomintang : réduction du fermage et droit d'organiser des associations paysannes. Son mouvement semblait en retard sur les autres mouvements paysans de l'époque.

...la lutte est restée incohérente, plus motivée par les sentiments raciaux anti-Han que par le désir d'une révolution sociale. Il y avait un fort élément rituel; on prêtait serment et le sang des poulets était bu lors de cérémonies avant les engagements contre les forces militaires locales.

Lary 1974:103

Le mouvement paysan chuang reflua dans ses montagnes en 1927 après que les seigneurs de guerre provinciaux eurent envoyé des troupes dans ce district. Il ne s'est regroupé à nouveau qu'en 1929. Ce regroupement fut provoqué par l'entrée au Kwangsi de trois régiments dirigés par le PCC. Ces troupes s'enfuyaient de Nankin suite à leur défaite aux mains de Chiang Kai-shek. Dans les montagnes des Chuangs, ils établirent un minuscule « soviet », qui en réalité était une enclave de guérilleros. Le mouvement chuang fut incorporé dans le soviet, mais ses dirigeants n'y furent pas intégrés. Teng Hsiao-ping y était le dirigeant politique. Wei qui était membre du PCC depuis plus de deux ans n'a eu aucune autorité politique ni aucun poste dans le soviet.

Les récits d'après 1949 de cette période ont tenté de donner des portraits d'une coopération joyeuse entre les Hans et les Chuangs; portraits de Hans altruistes venant aider leurs frères affables, mais il semble plutôt qu'il y ait eu un grand fossé entre les Hans « outsiders » et les Chuangs locaux... Wei Pa-ch'un avait amené ses partisans graduellement vers le socialisme. Les nouveaux arrivants voulaient que l'allure s'accélére; dans ce processus, ils repoussèrent les dirigeants chuangs sur le siège arrière.

Lary 1974:105-106

Ce soviet était concentré dans la ville de Po-se. Un deuxième était à Lungchou, près de la frontière du Vietnam. Les deux étaient trop faibles pour arrêter la contre-offensive des seigneurs de guerre du Kwangsi. Le soviet de Lungchou s'effondra deux mois après son établissement. Durant l'été de 1930, les forces armées du soviet du Kwangsi reçurent l'ordre d'abandonner le Kwangsi et de rejoindre le centre gouvernemental au Kiangsi, où Mao Tsé-tung et Li Li-san avaient leur quartier général. Il semble que Wei pa-ch'un s'opposa à cet ordre, mais Teng Hsiao-ping décida néanmoins de l'exécuter. Laissés sans défense, les Chuangs furent chassés dans les montagnes par l'armée des seigneurs de guerre du Kwangsi. La défaite du soviet mit fin à la résistance chuang et à toute activité politique au Kwangsi jusqu'en 1949. L'autonomie indigène du système *tu-ssu* fut abolie. La tête empalée de Wei fut promenée à travers toute la province.

#### ☐ L'établissement de la région autonome chuang du Kwangsi

La RPC fut créée en 1949 et sa position fut immédiatement très ferme à l'égard des nombreuses minorités nationales habitant surtout aux frontières de la Chine, frontières déterminées historiquement par les prétentions traditionnelles tant des dynasties impériales que de la république bourgeoise du Kuomintang. Contrairement à la Constitution de 1931 du Soviet du Kiangsi, qui incluait le droit à l'autodétermination jusque et y compris la séparation, le nouveau gouvernement du PCC rejeta totalement ce droit.

À ce point, tout mouvement national qui recherche la séparation de la République Populaire de Chine, pour l'indépendance, sera réactionnaire, puisque, objectivement, il minera les intérêts des diverses races et particulièrement les intérêts de la grande majorité de la race concernée, et ceci sera à l'avantage de l'impérialisme.

Éditorial *Quotidien du Peuple*, in Patterson 1965:151

Les diverses Constitutions de la RPC (de 1954, 1975 et 1978) confirment cette politique.

La République Populaire de Chine est un État multinational uni. Les régions où est appliquée l'autonomie régionale des nationalités sont parties inséparables de la République Populaire de Chine.

Constitution de la République Populaire de Chine 1975:28

Les buts de la politique des nationalités furent expliqués par Wang Feng, Vice-président de la Commission des Nationalités de l'Assemblée Populaire Nationale :

Afin de renforcer l'unification de la mère-patrie et l'unité des nationalités, afin de construire le pays comme une grande famille où il y aura une égalité complète et une autonomie régionale pour les nationalités, les peuples minoritaires seront aidés pour entreprendre des réformes sociales et pour développer leur économie, leur politique et leur culture, ainsi ceux qui sont arriérés pourront rattraper ceux qui sont avancés dans la transition au socialisme.

Wang, in Fairbank et Brown 1962:563

La politique des nationalités de la RPC n'a pas suivi de 1949 à 1979 un cours uniforme. Les circonstances et les différentes équipes de direction du pays lui ont imposé des tournants. Mais ces tournants n'ont jamais été des ruptures. À considérer de près cette histoire complexe, on peut dégager plusieurs constantes.

1- Depuis la fin des années 1930, le PCC défend une politique « d'unité » et « d'unification de la patrie » dont la conséquence est le refus de tout droit aux minorités nationales à l'autodétermination. Toutes les diverses Constitutions de la RPC précisent que la Chine est un État uni dont toutes les parties sont inséparables.

2- Cette rigidité sur la nature indivisible de l'État chinois est accompagnée de l'exigence que les minorités nationales « apprennent de la nationalité avancée Han ». Malgré des formes diverses et des tournants selon les périodes politiques, cette politique est restée constante et elle est celle de l'expansion culturelle et de l'assimilation des nationalités minoritaires.

3- Pour des raisons de « sécurité nationale », à cause du poids des minorités nationales sur les frontières de l'État chinois, la RPC a procédé à certaines réductions de territoires de régions autonomes (l'exemple de la Mongolie intérieure est patent; Pye:1976), à la division administrative de certaines nationalités (l'exemple des Tibétains est éclatant à cet égard : ils sont divisés en au moins cinq districts autonomes séparés de la Région autonome du Tibet; Strong: 1976) et à une migration interne des Hans vers ces régions frontalières. L'ensemble de ces mesures permet de rendre les minorités nationales minoritaires dans leurs propres régions.

4- Pour la RPC, il est vital d'exploiter les ressources et les richesses des territoires où habitent les nationalités minoritaires. Le gouvernement procède donc à une politique d'intégration territoriale. Les minorités nationales ne jouissent que d'une autonomie régionale. La nature de cette autonomie n'est pas différente de l'autonomie des gouvernements locaux ordinaires, peuplés de Hans (Yin 1977:10).

La libération de 1949 a posé objectivement pour la RPC la tâche immédiate d'impliquer les minorités nationales pauvres et arriérées dans le processus d'élimination des inégalités du passé. Personne n'oserait prétendre que c'était une tâche facile. Dans ce sens, l'une des premières mesures de la RPC fut d'envoyer des missions de « bonne volonté » aux nationalités et aux gouvernements locaux et régionaux. Ceci dans le but d'enquêter sur la situation des nationalités. Dans plusieurs régions, les Hans étaient vus traditionnellement comme de la racaille qui volait les autochtones, notamment par le commerce. Le gouvernement chinois a lancé sa première campagne en 1951, elle avait pour but d'abolir les noms des places, de démolir tous les monuments et d'effacer toutes les inscriptions qui étaient insultantes pour les minorités. Non seulement les Hans ont qualifié traditionnellement les peuples non-Hans de « barbares », mais aussi de « peuples-chiens », de peuples-requins, etc. Ils n'ont pas hésité non plus à baptiser des villages avec des noms tels que « village-chien », etc. (Tang 1951:28). Le deuxième but de cette campagne touchait les questions économiques, la surexploitation des minorités fut remise en cause, le gouvernement a rapidement remplacé les commerçants et les négociants privés par une compagnie étatique qui fournissait les marchandises à des prix subventionnés. Le gouvernement du PCC a donc réussi à stabiliser la vie économique de plusieurs nationalités minoritaires, notamment les nationalités du Kwangsi et du Yunnan, surtout après que la demande de leurs produits se fut effondrée lors de la guerre civile.

Mais cette politique commerciale n'était pas purement altruiste, le gouvernement avait besoin de ces produits afin de relancer l'économie chinoise. De plus, il faut rappeler que les forces de guérillas du Kuomintang opéraient sur la frontière sud et continuaient de défier le contrôle du PCC sur cette région au début des années 1950. La réorientation économique des minorités nationales vers la Chine, après une si longue période de fragmentation régionale, fut vitale pour la sécurité stratégique et économique de la révolution chinoise. Ceci explique la politique des nationalités du PCC : la Chine avait besoin des terres et des ressources naturelles où habitent les minorités d'où la question qui se pose au gouvernement de savoir comment les incorporer dans l'État chinois ? Il faut se rappeler que les minorités nationales en Chine couvrent 60% du territoire. Mao Tsé-tung n'a pas hésité à traiter ce problème politique avec une franchise brutale.

À la Conférence nationale du Parti de mars dernier, j'ai dit que la Chine ne pouvait pas se passer des minorités nationales. Il y en a des dizaines en Chine. Les régions qu'elles habitent sont plus vastes que celles où vivent les Hans, et elles abondent en richesses naturelles de toutes sortes. L'économie nationale ne peut pas se passer de l'économie des minorités nationales.

Mao 1977:245

La mise en place de structures d'autonomie régionale représentait pour le PCC une solution à ce problème, ce dispositif servit à remplacer le droit à l'autodétermination, comme le montre si bien l'article 4 de la Constitution

de la RPC, et en même temps à organiser l'intégration des minorités à l'État chinois.

Il est important de voir l'état des mauvaises relations des Chinois avec les minorités nationales au milieu des années 1950. Il y eut plusieurs réactions aux tentatives du PCC de consolider son pouvoir dans ces régions, une résistance considérable à la transformation des propriétés privées paysannes en coopératives lors du lancement du premier Plan quinquennal (1953-1957). La migration massive de Chinois dans les régions des minorités<sup>1</sup>, accompagnée de discrimination nationale, entraîna une montée du « nationalisme local ». Wang Feng expliquait que le « nationalisme local s'est même développé jusqu'à un point sérieux et alarmant » (Wang 1958:43). L'hostilité et les craintes des minorités ont reçu pour réponse une campagne massive de « rectification » (migration massive, négation du droit à l'autodétermination...) pour réaffirmer la politique d'assimilation et d'intégration forcée à l'État chinois. Le fardeau moral de l'obligation d'assimilation fut même transféré aux minorités.

Tout le monde sait que si les différentes minorités nationales en Chine veulent occuper rapidement un rang parallèle avec les nationalités culturellement et économiquement avancées, elles doivent d'abord apprendre et assimiler la science et la culture avancées de la principale nationalité de notre patrie et s'assurer l'assistance du peuple han.

Ch'en 1958:10

Cette position politique et l'argumentation qui l'accompagne représente un changement remarquable dans l'histoire de l'assimilation chinoise. Au début, la supériorité han était surtout un fait technique. C'est pendant la dynastie T'ang qu'il est devenu un devoir moral d'imposer cette supériorité. Pendant la période Ming, il a été fort profitable de le faire. Mais, c'est seulement sous l'administration de la RPC que cette supériorité servit de justification pour imposer aux non-Hans d'y adhérer. Pendant la campagne de rectification de 1957 et de 1958, refuser « d'apprendre et assimiler la science et la culture avancées de la principale nationalité » est devenu un crime « bourgeois ».

La Région Autonome Chuang du Kwangi fut fondée au même moment que la campagne contre le nationalisme des minorités. Un fait curieux est ressorti de la masse de matériel qui fut publiée contre le « nationalisme local ». Il n'y avait pas de plaintes publiques des Chuangs contre le chauvinisme Grand Han. Il n'y avait pas non plus de références aux Chuangs dans

---

<sup>1</sup> Par exemple, en 1947, quand fut établie la Région Autonome de la Mongolie Intérieure, le nombre de Hans par rapport aux Mongols était de 3 pour 1; en 1971, ce rapport était de 15 pour 1. Au Sinkiang les Hans qui en 1949 constituaient 5,5% de la population, sont passés à 20,59% en 1962 et à 45% en 1966. Il est évident que de telles migrations s'accompagnent d'une aggravation inévitable des tensions nationales. D'autant plus que les Hans contrôlent l'administration civile et militaire, occupent les meilleures terres arables et ont « les emplois les mieux rémunérés dans les chemins de fer ou l'industrie » (Pye 1976:11-12).

le catalogue des nationalités où il y avait du « nationalisme local ». Il n'y a pas eu de campagnes de rectification largement publicisées parmi les Chuangs, bien que la campagne générale fut effective pour l'ensemble des minorités. De tels faits nous amènent à croire que, du point de vue de leur assimilation, les Chuangs étaient une nationalité particulièrement passive. Alors pourquoi a-t-on créé la Région Autonome du Kwangsi ?

Une autre question liée à la première est fort importante : y avait-il une pression significative chez les Chuangs en faveur de l'autonomie régionale ? Leur niveau politique et culturel tend à indiquer le contraire. Les Chuangs non-assimilés avaient toujours une structure tribale (Wiens 1967:53). Le PCC, en 1929, expliquait qu'il ne pouvait pas leur expliquer des idées abstraites parce que les mots nécessaires n'existaient pas dans la langue des Chuangs, l'économie de leur région était très marginale, ils ne cultivaient pas les légumes, ils les cueillaient. Les paysans chuangs plantaient leurs jeunes plants de riz directement dans les paddies, une méthode à moitié moins productive que la transplantation chinoise. De plus, ils n'utilisaient pas systématiquement les fertilisants, ce qui avait comme conséquence d'appauvrir le sol. Sans compter qu'il n'y avait même pas de bauges pour l'entreposage du fumier. En 1958, au moment de la fondation de la Région Autonome du Kwangsi, un meeting des travailleurs modèles de cette minorité nationale déclarait, sans ironie, que la construction de bauges serait l'un des principaux acquis de la révolution au Kwangsi. Dans un tel état de développement, il n'est pas surprenant de dire que le peuple chuang n'était pas préparé pour gouverner l'ensemble de cette province.

Il faut également souligner le fait que les Chuangs pouvaient difficilement diriger la province dans leur propre langue. Ils n'avaient pas de langue écrite. Sans compter qu'ils étaient aussi analphabètes en chinois. Quatre mois avant la fondation de « leur » Région Autonome, le Conseil d'État de la RPC a adopté un alphabet romanisé pour les Chuangs. Quelque 350, 000 Chuangs sur une population d'environ 7,3 millions, furent « amenés » à étudier très rapidement cet alphabet. Quelque 500,000 autres Chuangs connurent le même procédé après la fondation officielle de leur Région, en mars 1958.

Malgré le peu d'information que nous avons, nous pouvons conclure avec assurance, que la création de cette Région Autonome fut artificielle, puisque ne provenant pas d'aspirations nationales de la part des Chuangs, ni d'une décision collective de ce peuple à s'autogouverner. Pourquoi la RPC a-t-elle procédé à la création d'une prétendue Région Autonome lorsque la nationalité concernée n'était pas préparée pour de telles tâches ? Pourquoi créer une Région Autonome quand inévitablement, à cause de l'inexistence d'un mouvement national, la Chine devra exercer un tutelage sur les Chuangs ?



Il semble plus probable de penser qu'une telle région fut établie, non pour les besoins des Chuangs, mais comme *région autonome modèle*, représentant et reflétant les politiques et les intentions de la RPC. Le système des « modèles » sert à développer et à étendre les pratiques du gouvernement. Le PCC a l'habitude d'expérimenter ses innovations sur une petite échelle avant de les introduire dans l'ensemble de la société. Ainsi, c'est sur la commune modèle de Ta-chai que les mobilisations pour le développement d'un modèle administratif agricole furent basées. Certaines difficultés dans l'application de politiques peuvent être surmontées à l'avance par une telle méthode, et les exemples où cette politique a réussi servent de stimulants pour les autres. Nous pouvons donc comprendre pourquoi le gouvernement du PCC a créé une Région Autonome Chuang. Répliquant à la montée du nationalisme des minorités nationales, le PCC a créé un modèle en choisissant une nationalité fortement assimilée.

La Région Autonome du Kwangsi fut créée le 5 mars 1958. Ses frontières sont celles de la vieille province du Kwangsi, où les Chuangs ne forment que 36,9% de la population totale de « leur » région. Même la capitale, Nanning, est en dehors de la partie de la région où sont concentrés les Chuangs.

Une représentation proportionnelle fut établie lors de l'élection du premier Conseil populaire de la nouvelle Région Autonome. Les Chuangs ont reçu trois des dix postes de la vice-présidence, les Yaos, les Tungs et les Miaos en reçurent chacun un et les Hans, quatre.

Est-ce que les Chuangs auraient choisi une autre forme d'autogouvernement s'ils avaient eu réellement le choix ? Notre objection sur la formation de la Région Autonome Chuang est double. D'une part, cette Région Chuang met en minorité les Chuangs. D'autre part, bien que la formation de cette Région ne viole pas formellement les désirs et les revendications des Chuangs, il reste que cela les enferme dans une forme gouvernementale donnée sans qu'ils en aient fait le choix eux-mêmes.

## ☐ Conclusion

Il ne pouvait pas être question en quelques pages d'examiner de façon approfondie les conflits ethniques et nationaux entre les Chuangs et les Hans. Nous avons plutôt opté pour un survol historique qui retrace les principales tendances et étapes de l'assimilation d'un peuple.

La scène politique chinoise est caractérisée par la diversité nationale, diversité qui prend toute son importance du fait que les 54 minorités nationales couvrent 60% du territoire chinois, notamment les régions frontalières. À cet égard, la politique nationale de la RPC est celle de la sinisation des

minorités nationales. L'étude de la Région Autonome modèle chuang confirme cette affirmation<sup>2</sup>.

L'autonomie nationale régionale de l'État chinois « multinational », dont toutes les parties sont « inséparables », a eu comme fonction d'accélérer l'assimilation des Chuangs au lieu de renforcer leur cohésion nationale.

Le gouvernement du Kwangsi a continué dans les années 1970 à mettre l'accent sur l'augmentation des cadres issus de la minorité nationale dans les postes du gouvernement et du Parti, mais au niveau des postes élevés il est à noter qu'on n'insiste pas sur le cas des nationalités. Un seul des quatre Chuangs élus au premier Conseil Populaire de 1958, se retrouve sur la liste de 1973 des membres responsables du PCC de la région du Kwangsi, du Comité Révolutionnaire et du District Militaire. La même année, un rapport de la Fédération syndicale du Kwangsi donnait la liste de ses dix plus importants officiers, deux seulement étaient désignés comme Chuangs. Cette décroissance de la représentation des minorités nationales est typique des rapports sur le Kwangsi dans les années 1970.

Au niveau économique, l'accroissement et la diversification de l'industrie et de l'agriculture apparaît immédiatement. La puissance de l'industrie a été multipliée par vingt depuis 1950 et la productivité agricole a doublé. Précédemment, le Kwangsi devait importer du grain, depuis 1975 il produit un surplus significatif.

Un changement économique particulier a eu un impact significatif sur la culture des minorités nationales du Kwangsi. La RPC a l'habitude d'exhiber ses minorités nationales dans leurs vêtements nationaux, mais la production de ces vêtements n'est plus réalisée par les minorités nationales, elle a été mécanisée et prise en charge par des compagnies étatiques. Ainsi, à Kweichow, au nord du Kwangsi, les *batiks* des Miaos furent remplacés par des vêtements imprimés à Shanghai. Ce changement implique une intégration encore plus poussée des minorités dans l'économie chinoise, brisant notamment leur artisanat, tout en ayant pour but de maintenir les distinctions d'ordre national. Mais de telles distinctions se réduisent en définitive à du folklore.

Le changement de la politique de natalité pour les minorités du Kwangsi est extrêmement significative. Selon les déclarations officielles, la RPC n'avait une politique de contrôle des naissances que pour les Hans. Un rapport sur le contrôle des naissances au Kwangsi déclare que « l'augmen-

---

<sup>2</sup> Nous avons analysé ailleurs la politique d'ensemble des nationalités de la RPC. Notre affirmation est donc plus générale et s'appuie sur une étude beaucoup plus large (Poulin 1978).

tation normale de la population à travers la région a été réduite »<sup>3</sup>. Il n'y a aucune mention des minorités nationales dans une province dont plus du tiers de la population est composé de nationalités minoritaires.

Il apparaît donc que cette province est aux yeux du gouvernement du PCC une province comme les autres et pour les Chuangs le 20<sup>e</sup> siècle est une période d'assimilation extrêmement poussée.

Les peuples minoritaires de Chine ont fait face à l'assimilation han depuis plus de trois mille ans et ils ont survécu. Les conditions ont certes changé depuis la fondation de la RPC. Les marchés sont inondés de produits chinois, les routes et les voies ferrées ont rapproché et intégré dans la vie nationale les coins isolés du pays. La radio, la télévision, le cinéma, la presse écrite réduisent les différences. Les transformations économiques issues de la révolution sociale de 1949 ont objectivement eu comme effet de briser les structures sociales rétrogrades des minorités nationales. C'est un puissant élément assimilationniste. Mais le développement historique n'est pas linéaire et Joseph Kolmas a raison de le rappeler :

L'Histoire montre parfaitement dans quelques cas que le progrès économique et culturel d'une population a été suivi par une montée de sa conscience nationale et au même moment par la croissance de fortes tendances séparatistes. Il va sans dire que de telles tendances sont absolument incompatibles avec l'idée de l'intégrité territoriale, et tôt ou tard, mènent au conflit.

Kolmas 1966:60

Certes les Chuangs sont largement assimilés. Mais cela ne veut pas dire qu'ils n'existent plus, qu'un nouveau mouvement national chuang ne réapparaîtra pas. L'expérience historique démontre que même dans les pays où l'assimilation fut extrêmement poussée, des minorités nationales que l'on croyait disparues réapparaissent avec force et revendiquent leurs droits nationaux.

La Chine populaire n'a pas fait et ne fera pas exception<sup>4</sup>, notamment à cause de sa politique qui ne garantit pas le droit à l'autodétermination, le droit à l'égalité réelle vis-à-vis de la nation dominante, les Hans.

---

<sup>3</sup> Voir à ce propos la Radio de Nanning du 21 septembre 1973, reproduit par la *BBC Summary of World Broadcasts, Far Eastern Series*. La plus grande partie des informations de cette section, sauf indications contraires, proviennent soit de la *BBC* ou de la *New China News Agency*, et dans une moindre mesure des revues *Pékin Information* et *La Chine en construction*.

<sup>4</sup> Effectivement, lors de la période des Cent fleurs et de la Révolution culturelle, de forts mouvements nationaux se sont manifestés au Sinkiang, en Mongolie Intérieure et subséquemment au Tibet. Certaines des revendications allaient dans le sens de constituer un État indépendant.

## BIBLIOGRAPHIE

CH'EN YUNG-K'ANG

- 1958 « A Bright Future for Development of Minority Nationality Written Languages », *People's Daily*, 18 février 1958, in *Current Background*, no 499: 5-13.  
« Constitution de la République Populaire de Chine », in *Documents de la Première Session de la IV<sup>e</sup> Assemblée Populaire Nationale de la République Populaire de Chine*, Pékin: Éditions en langues étrangères, 1975.

DE BEAUCLAIR I.

- 1970 *Tribal Cultures of South West China*, Taiwan.

EBERHARD W.

- 1952 *Histoire de la Chine*. Paris: Payot.

FEI HSIAO-TUNG

- 1953 *China's Gentry*. Chicago: University of Chicago Press.

GROUSSET R.

- 1976 *Histoire de la Chine*. Paris: Fayard.

KOLMAS J.

- 1966 « The Minority Nationalities », in Adams Ruth éd., *Contemporary China*, New York: 52-80.

LARY D.

- 1974 *Region and Nation: The Kwangsi Clique in Chinese Politics 1925-1937*. New York-London: Cambridge University Press.

LATTIMORE O.

- 1940 *Inner Asian Frontiers of China*. New York: Oxford University Press.

MAO TSE-TUNG

- 1977 « Débat sur la coopération agricole et la lutte de classes actuelle », 11 octobre 1955: 225-249, in *Œuvres choisies*, Tome V, Pékin: Éditions en langues étrangères.

MOSELEY G.

- 1973 *The Consolidation of the South China Frontiers*. Berkeley: University of California Press.

PATTERSON G.M.

- 1965 « Treatment of Minorities », in Klatt Werner éd., *The Chinese Model: a Political, Economic and Social Survey*, Hong Kong: Hong Kong University Press: 151-175.

POULIN R.

- 1978 *La politique de la République populaire de Chine vis-à-vis ses minorités nationales*. Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal.

PYE L.

- 1976 « Minorités nationales et sécurité nationale en Chine », in *L'Actualité en Chine Populaire*, volume XII, no 12: 1-20.

SCHAFFER E.H.

1967 *The Vermillion Bird : T'ang Images of the South*. Berkeley: University of California Press.

STRONG A.L.

1976 *When Serfs Stood up in Tibet*. San Francisco: Red Sun Publishers.

TANG CHEN-TUNG

1951 « First Fruits of New China's Policy on Nationalities », *People's China*, Volume IV, no 7:28-36.

WANG FENG

1958 « On the Rectification Campaign and Socialist Education among the Minority Nationalities », 9 février 1958, in *Current Background*, 495:23-48.

1962 « The Great Victory in our Nationalities Policy », *People's Daily*, 1er octobre 1951, in Fairbank J.K. et Brown R.R., *Communist China*, Cambridge: Harvard University Press: 562-579.

WIENS H.J.

1967 *Han Expansion into South China*. Hamden: Shoe String Press.

YIN MING

1977 *United and Equal : the Progress of China's Minority Nationalities*. Pékin: Éditions en langues étrangères.